

TERRITOIRE ET UNIVERSITÉ EN ALGÉRIE UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE EN CONSTRUCTION

Nahla NAGA*

Mohamed BENGUERNA**

Received: 24/03/2022/ Accepted: 14/06/2022 / Published: 06/07/2022

Corresponding authors: n.nahla@hotmail.fr

RÉSUMÉ

Par cet article, nous avons tenté de nous focaliser sur l'importance que revêt le territoire dans la consolidation des relations entre l'université et son environnement économique. Vu le rôle joué par Le partenariat entre l'université algérienne et le secteur industriel dans la stimulation de la croissance, surtout à la lumière des bouleversements dans le domaine économique, qui devient directement tributaire de la production et de l'exploitation de la connaissance. L'étude s'est basée sur la réalisation de différentes cartographies des universités algériennes, des ressources naturelles ainsi que les zones industrielles, tout en conduisant des entretiens avec des enseignants chercheurs et des industriels. L'étude a conclu qu'il existe une relation entre l'université et le secteur industriel mais elle est méfiante. Toutefois, l'université ou l'entreprise ferait face à des obstacles dans l'aboutissement du partenariat en raison de sa méconnaissance de la culture prévalant sur le territoire. Ainsi, la proximité géographique seule ne suffirait pas à réaliser ce partenariat, la proximité relationnelle entre les individus est aussi nécessaire. Cela explique la faible relation entre l'université algérienne et son environnement économique.

MOTS CLÉS : Université-industrie- partenariat- recherche- territoire.

JEL CLASSIFICATION: R1 – Z1 – Z13- Z21

* Centre de recherche en Economie Appliquée pour le Développement, Algérie,

** Centre de recherche en Economie Appliquée pour le Développement, Algérie,
mbenguerna@yahoo.fr

الإقليم والجامعة: شراكة استراتيجية قيد الإنشاء

ملخص

من خلال هذا المقال، حاولنا إلقاء الضوء على أهمية الإقليم في تعزيز العلاقة بين الجامعة ومحيطها الاقتصادي كون الجزائر بلد واسع المساحة متنوع التكوينات الجيولوجية، يزخر بالمعادن والثروات، عن طريق استغلال كل هذا والاستفادة من القرب الجغرافي، لما لمسألة الشراكة بين الجامعة الجزائرية التكنولوجي والتنظيمي لتحقيق هذه العلاقة أهدافها والقطاع الصناعي دور في دفع عجلة النمو. أما عن المنهج المعتمد فقد اعتمدت الدراسة على إنجاز خرائطيات مختلفة خاصة بتوزيع الجامعات الجزائرية على المستوى الوطني، توزيع الثروات الطبيعية وكذا المناطق الصناعية مع اجراء مقابلات مع أساتذة باحثين وصناعيين لمعرفة أهمية الإقليم في تحقيق هذه الشراكة إضافة إلى تحديد معوقات ومتطلبات الشراكة بين الطرفين وتوصلت الدراسة على أن العلاقة بين الجامعة والمجتمع بصفة عامة والقطاع الصناعي علاقة متبادلة. إلا أن الجامعة أو المؤسسة تجد عراقيل في تحقيق الشراكة إن لم يكن لديها علاقات أو لا تستطيع فهم الثقافة السائدة في الإقليم وبالتالي يصبح القرب الجغرافي وحده لا يكفي لتحقيق هذه الشراكة. وعلى الرغم من هذا فإن الصناعيون يعترفون بأهمية الدور الذي تلعبه الجامعة في البحث والابتكار وأن لها تأثير على الاقليم.

كلمات مفتاحية: الجامعة، الصناعة، الشراكة، البحث، الإقليم

تصنيف جال: R1 – Z1 – Z13- Z21

TERRITORY AND UNIVERSITY: A STRATEGIC PARTNERSHIP UNDER CONSTRUCTION

ABSTRACT

Through this article, we have tried to focus on the importance of the territory in the consolidation of relations between the university and its economic environment. Given the role played by the partnership between the Algerian university and the industrial sector in the stimulation of growth, especially in light of the upheavals in the economic field, which becomes directly dependent on the production and exploitation of knowledge. The study was based on the realization of different maps of Algerian universities, natural resources as well as industrial zones, while conducting interviews with research teachers and industrialists. The study concluded that there is a relationship between the university and the industrial sector but it is suspicious. However, the university or the company faces obstacles in achieving the partnership because of its lack of knowledge of the culture prevailing in the territory. Thus, geographical proximity alone would not be sufficient to achieve this partnership, but also relational proximity between individuals. This explains the weak relationship between the Algerian university and its economic environment.

Translated with www.DeepL.com/Translator (free version)

KEY WORDS

university-industry-partnership-research-territory.

JEL CLASSIFICATION : R1 – Z1 – Z13- Z21

INTRODUCTION

Dans de nombreux pays, les universités sont un pôle pour la formulation et la mise en œuvre des politiques en matière d'innovation, d'entrepreneuriat et de gouvernance. Elles sont des acteurs régionaux et clés du processus d'innovation (Smith, 2007). Le partenariat entre les établissements universitaires et les entreprises

économiques devient une culture se traduisant par des pratiques de communication quotidienne, compte tenu des révolutions scientifiques en cours et des développements dans tous les domaines de la société. De ce fait, les établissements d'enseignement universitaire éprouvent des difficultés pour prendre en charge leurs missions en rapport avec les problèmes de la société. Ce qui incite les établissements de l'enseignement supérieur d'établir des relations durables de partenariat avec les institutions de la société. Par ailleurs, comme le souligne Price & Patterson, la coopération entre l'université et son environnement socioéconomique permet de développer des mécanismes de travail d'équipe, d'améliorer l'efficacité, d'assurer une interaction directe avec les institutions et les secteurs de la société et de développer les compétences de leadership de ses membres (Price & Patterson, Petre 2017).

De nombreux pays dans le monde ont agi de manière concrète dans l'application du concept de partenariat entre l'université, les entreprises productives et la société, à l'image des universités américaines, qui occupent le premier rang parmi les autres universités du monde, en raison de leur contribution à l'amélioration de l'efficacité et la productivité de l'économie nationale car ils ont réussi à transformer les connaissances scientifiques en invention, produits et processus bénéfiques. Parmi les facteurs de réussite commerciale on dénombre, la construction d'installation sophistiquée, l'attraction de personnel enseignant et le financement de la recherche scientifique.

Le Japon est l'un des pays qui compte sur la recherche scientifique pour développer son économie puisque les universités japonaises comptent des centaines de centres de recherche coopératifs. Les universités de Tokyo et de Tohoku à elle seules, en comptent 56 qui s'attèlent sur les problèmes auxquels fait face l'industrie japonaise, et proposent des idées qui renforcent les relations entre l'industrie et les universités (Paquette, 2003). En France, par contre, il existe ce qu'on appelle l'association Française des incubateurs, qui s'occupe du développement économique des territoires (Berger, 2001)

Au Canada, les modèles des centres d'excellence sont une manifestation de la coopération entre les universités et les entreprises

productives. L'université d'Ontario, est l'une des universités qui a adopté le programme des centres d'excellence. Le gouvernement du Canada a même consacré environ 204 millions de dollars à la création du plus grand nombre de ces centres (St-Pierre, Hannel, 2005). En vue de renforcer les relations entre les universités canadiennes et les entreprises économiques. Les universités des pays arabes, ont des expériences de partenariat avec les entreprises économiques, il existe plusieurs partenariats entre les universités et les entreprises économiques en Arabie Saoudite, Oman, Emirat Arabes Unis et Kuwait

Dans le contexte algérien actuel, et compte tenu du rôle important que le secteur industriel algérien joue dans la promotion du développement global, il a fait l'objet d'une attention particulière grâce à un certain nombre de mesures et de politiques visant à poursuivre sa relance et son développement permanent. À cet égard, de nombreuses zones industrielles ont été construites, qui ont connu, à leur tour, plusieurs réformes. Aujourd'hui on trouve 66 universités réparties sur le territoire national à proximité des territoires industriels. Cette proximité géographique est un facteur clé de compétitivité et de développement dans l'environnement local, eu égard à son utilité pour le transfert des connaissances et les processus d'innovation. (Gust-Bardon, 2012), Toutefois, on constate que la relation entre l'Université algérienne et l'environnement économique connaît des difficultés pour se réaliser, d'autant plus que les deux partenaires s'attachent encore à des modèles antérieurs à la nouvelle restructuration de l'économie mondiale. Cette coopération nécessite une réorganisation, ce qui exige un effort considérable, pour la combinaison des deux cultures (industrielle et universitaire) est ce compte tenu des différences culturelles qui existent entre les deux (Daoud, 2003) malgré leur appartenance au même territoire.

Le présent article se veut une tentative d'aborder une question importante partant du principe que dans une situation de développement de tous les pays l'université doit jouer le rôle principal, car elle n'est plus désormais considérée exclusivement comme "institution académique," mais aussi elle participe au développement économique . Il s'agira pour nous de voir: Quelle est

la nature et le contenu des relations entre les universités et les entreprises économiques publiques et privées appartenant au même territoire ? Quels sont les obstacles à la mise en œuvre de ce partenariat ? et comment rendre l'université un acteur de développement territorial ?

Notre contribution est une réflexion sur l'importance du territoire dans le renforcement de la relation entre l'université et son environnement. C'est une tentative de saisir les perceptions des professeurs de l'enseignement supérieur, ainsi que des industriels sur la réalité de ce partenariat.

1. L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN ALGERIE : QUELQUES JALONS IMPORTANTS

Le secteur de l'enseignement supérieur et en particulier l'université algérienne a connu, depuis l'indépendance, un ensemble de réformes qui ont touché le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, dont l'objectif était de bâtir une université avec une identité algérienne (Benharkat, 2008).

Un comité spécial a été créé pour la réforme de l'enseignement supérieur en vue de mettre en œuvre la réforme de 1971. Celui-ci a posé les premières pierres de la réforme de 1971, considérée comme la réforme la plus importante dans la vie du Université algérienne. Cette réforme avait pour base la démocratisation de l'enseignement supérieur, son algérianisation, la sauvegarde de l'identité nationale et le rapprochement de l'enseignement supérieur avec l'économie nationale. De même que penser à la création de centres d'éducation pré-universitaire pour les étudiants qui n'ont pas eu la chance de poursuivre leurs études secondaires, et initier des cours du soir et par correspondance. Or, nous essaierons ici d'aborder les réformes les plus importantes que l'enseignement supérieur ait connues depuis 1971 jusqu'aux réformes universitaire de 2004-2005, à savoir l'application du système "Licence-Master-Doctorat", qui sera abordé dans le prochain chapitre avec plus de détail.

La réforme de l'enseignement supérieur de 1971 représente l'une des principales réformes que l'université algérienne ait connues, et

c'est ce qu'indiquent de nombreuses sources et documents officiels. Par ailleurs le document du MESRS indique que le caractère de performance de l'enseignement supérieur dans le développement économique et social constitue les deux principes de base de la réforme de 1971. Parmi les objectifs de cette réforme figurent la formation de cadres qualitatifs nécessaires à l'économie du pays, la démocratisation de l'enseignement et la réorganisation des programmes d'études universitaires (Ghallamallah, 2006).

Dans le même contexte, le Comité National de Réforme du Système universitaire souligne que les missions traditionnelles de l'université doivent répondre aux besoins en cadres supérieurs, dont le pays a besoin pour édifier un système économique et social performant à travers l'algérianisation des cadres de l'enseignement supérieur et l'arabisation de la formation scientifique et technologique.

Les transformations se sont poursuivies selon les mêmes principes antérieurs, d'autant plus l'université a continué son rôle dans la « haute formation, planifiée et algérianisée dans le domaine des sciences sociales et humaines, aspirant avec son système administratif et scientifique à obtenir une réponse à ses propres besoins par une utilisation rationnelle » de ses propres moyens d'enseignement et de gestion, en plus de répondre aux besoins de développement général du pays en assurant la compatibilité de la formation avec l'emploi. Depuis 1980, la plupart des spécialités de formation a connu des révisions et des modifications à travers la reformulation des contenus de l'enseignement, la préparation tangible des perspectives de recherche scientifique, la contribution à la renaissance du patrimoine culturel algérien, ainsi que la préparation d'un nouvel système pédagogique d'apprentissage, et une réorganisation entière des structures universitaires illustré par une transition du schéma traditionnel de collèges aux instituts universitaires, en plus du renforcement et la rationalisation du système d'enseignement supérieur, conformément à la loi d'orientation 99-05 d'avril 1999, qui représente un moment déterminant et important pour le développement de l'organisation de l'enseignement supérieur.

Cependant, L'accumulation des problèmes par l'université algérienne et les déséquilibres du système classique, accentué par le souci d'absorber le nombre croissant d'étudiants inscrits à l'université, ont eu des répercussions négatives sur la qualité de la formation, voire les crises économiques et sociales subies durant les années quatre-vingt-dix ont eu un impact direct sur l'éducation, non seulement au niveau universitaire, mais aussi sur les trois paliers pré-universitaire. Or, d'autres réformes ont vu le jour à savoir le système LMD dont l'application a débuté en 2004. Parmi les raisons recours à ce système : l'inadéquation des contenus de l'enseignement supérieur avec les exigences de la société, du marché de l'emploi et de l'économie, sans parler de son faible rôle dans la formation de l'étudiant algérien et dans la diffusion des valeurs de culture, de créativité artistique et de recherche scientifique sous ses diverses formes (Berrouche, 2009)

Tous ces constats ont plaidé pour la nécessité d'introduire des modifications urgentes et radicales au projet d'investissement de haut niveau, à savoir le projet de formation universitaire et les moyens d'amélioration de ses diplômés, afin de les adapter aux développements se produisant sur la scène locale, nationale et internationale.

2- UNIVERSITÉ ET TERRITOIRE : LES ENJEUX D'UN PARTENARIAT

Le partenariat entre l'Université et les entreprises économiques est défini comme l'établissement d'un arrangement organisationnel entre l'université et une ou plusieurs entreprises productives. Grâce à ce partenariat, l'université fournit son expertise scientifique aux entreprises productives. Les entreprises accordent en contrepartie, les fonds nécessaires pour bénéficier de cette expertise, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs de chaque partie (Don et Word, 1982).

Certains auteurs pensent que la philosophie du partenariat repose sur un engagement commun à l'égard des objectifs du partenariat, tout en essayant de les atteindre, à travers la définition des rôles, la prise de responsabilité, et la reconnaissance de l'existence de différences de priorités et de possibilités, et c'est grâce à ce partenariat que les priorités sont bien définies et les moyens réalisent la complémentarité. Elle est

aussi atteinte à travers le dialogue constructif et la transparence en essayant de surmonter les premiers obstacles et chercher une valeur ajoutée du partenariat, (Don et Word, 1982).

Par ailleurs, L'importance du partenariat réside dans sa capacité à réaliser de nombreux avantages et résultats, dont les plus importants sont l'augmentation des ressources, la répartition des risques, l'accroissement de l'efficacité et de l'efficacités, le partage des connaissances et des expertises, l'augmentation des gains et la responsabilisation accrues. D'ailleurs, Barczyk, Mark et Liddle s'accordent sur les avantages fondamentaux apportés par le partenariat :

- La collecte des compétences, des ressources et des fonds des diverses organisations participantes.
- La création d'une culture favorable au développement économique, (Berverly et Ronald) 1999
- Les solutions souples qui répondent aux politiques de développement et de croissance ;
- L'appui sur des idées créatives, l'apprentissage des pratiques exemplaires et faire de meilleurs choix.
- La réalisation d'une approche intégrée et cohérente pour l'élaboration de stratégies à long terme, qui répondent aux besoins de la société et s'adaptent à ses conditions économiques
- La réussite et l'expansion dans les affaires grâce à la motivation, à la prospective et aux solutions aux problèmes économiques et sociaux, qui sont à leur tour des propulseurs. (Colin, 2000)

Le partenariat se compose de six éléments clés : (McQuaid, 2000)

L'Objectif : C'est-à-dire, le but que le partenariat cherche à atteindre, d'autant plus que l'objectif représente la dimension principale, à travers lequel le type de partenariat peut être classé. L'objectif peut parfois être l'acquisition de ressources supplémentaires pour un domaine particulier, l'introduction de nouvelles façons de faire ou même l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités des parties au partenariat.

La Structure : Ce sont les facteurs principaux : c'est à dire les parties au partenariat et qui varient selon le type de partenariat. Outre la structure du partenariat, qui est la structure formelle du partenariat, allant des contrats formels aux conventions générales ou les accords de coopération.

Le Lieu : c'est là où le partenariat est conclu.

Le Temps : c'est à dire le début du partenariat et son développement.

Les étapes : Le partenariat se déroule en trois phases : La phase de connaissance suivie de la phase de l'accord, pour enfin atteindre la phase de partenariat.

Les mécanismes du partenariat : c'est-à-dire les modalités de mise en œuvre du partenariat, qui varient selon le type de partenariat

Il existe des domaines à travers lesquels les universités cherchent à établir des partenariats avec des entreprises économiques, notamment : la formation continue, les stages, les recherches appliquées et le conseil.

La formation continue est un exemple de partenariat entre l'université et les entreprises productives, et signifie toute possibilité d'apprentissage ou de formation offertes à tous les membres de la société après leur cursus obligatoire. L'université assure, ainsi, une formation continue par divers moyens, tels que : les cours du soir, l'université ouverte, les cours à distance, ainsi que les stages et programmes professionnels destinés aux travailleurs dans les différents milieux du travail (Agulhon, 2007). En ce qui concerne *les stages pratiques*, l'Université, en partenariat avec les différentes entreprises de la société, peut offrir plusieurs programmes; dont des programmes de formation complémentaire pour les diplômés dans divers domaines, des formations qualifiantes pour les personnes désirant exercer des professions autres que celles qu'ils exercent déjà, pour s'adapter aux changements rapides se produisant dans le monde du travail et des métiers et des programmes techniques et professionnels pour les travailleurs qualifiés (Ghomari, Meabiou, 2013). *Les recherches appliquées* font aussi partie des domaines de partenariat., lorsqu' un contrat est conclu entre l'université ou son

représentant et les employeurs bénéficiaires, dans lequel sont abordés par la recherche, le problème à résoudre, la durée de la recherche, et les obligations de l'employeur afin de fournir du matériel de recherche et assurer les besoins matériels de l'université. *Le conseil* est une autre forme de partenariat qui donne la possibilité à l'université d'offrir ses services de conseil par des tests qualitatifs des produits industriels, des consultations et des conseils offerts par les professeurs universitaires utiles dans la résolution des problèmes techniques et administratifs auxquels font face les différents projets.

3- MÉTHODOLOGIE

Notre étude est une étude descriptive de ce qui existe, est une tentative d'ouvrir la voie à la réflexion sur la relation entre toutes les ressources ; humaines, matérielles et naturelles que l'Algérie possède.

Pour tenter de répondre aux questionnements de notre étude, nous avons essayé d'exploiter et analyser les documents du ministère de l'enseignement supérieur : annuaires, décrets, et sites web des universités. Ainsi que les données du ministère de l'industrie et les documents du ministère de l'énergie et des mines.

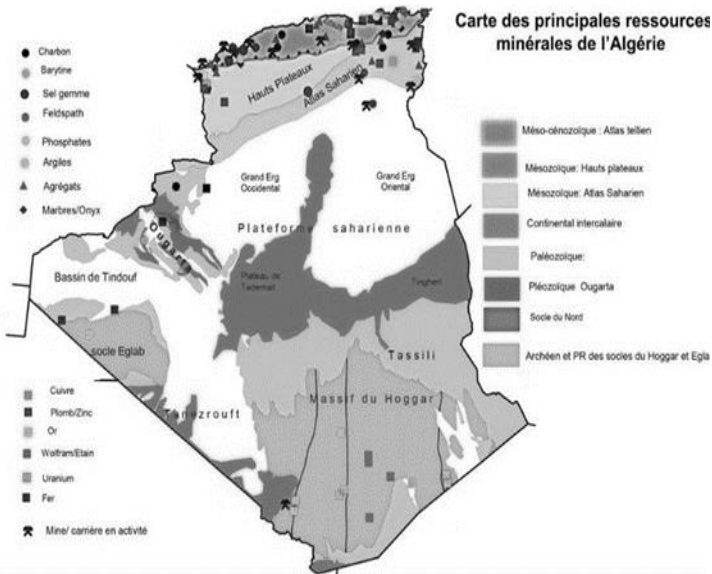
Ces documents nous ont aidés à élaborer la cartographie des universités algériennes, des ressources naturelles ainsi que les zones industrielles.

Après avoir réalisé la cartographie, nous nous sommes rapprochés de certains enseignants de l'enseignement supérieur, ainsi que de certains industriels, avec lesquels nous avons conduit des entretiens non dirigés.

L'objectif étant de recueillir les données possibles sur le sujet et de connaître les perceptions des enseignants et des industriels sur cette relation, et d'attirer l'attention sur l'importance du territoire dans cette relation, ainsi que la réalité de la coopération entre l'université algérienne et les entreprises industrielles. La technique des entretiens variait d'une personne à l'autre selon les circonstances. Nous avons eu recours à des entretiens téléphoniques, en face à face et parfois écrits.

4-PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

4.1-Territoire et es ressources naturelles : un potentiel à exploiter Figure n°01. Les ressources minérales en Algérie



Source : Ministère de l'énergie et des mines 2020

Comme le montre la carte ci-dessus, l'Algérie possède une variété de ressources naturelles, elle occupe même la 15^{ème} place en matière de réserves de pétrole (45 milliards de tonnes), la 18^{ème} place en matière de production, la 12^{ème} en exportation, avec une capacité de raffinage de 22 millions de tonnes/an. Pour ce qui est du gaz naturel, elle occupe la 7^{ème} place en ressources prouvées, la 5^{ème} en production, et la 3^{ème} en exportation. Disposant de 50% des réserves, de 48% de la production totale et d'un taux énorme d'exportations de gaz naturel estimée à 94%.

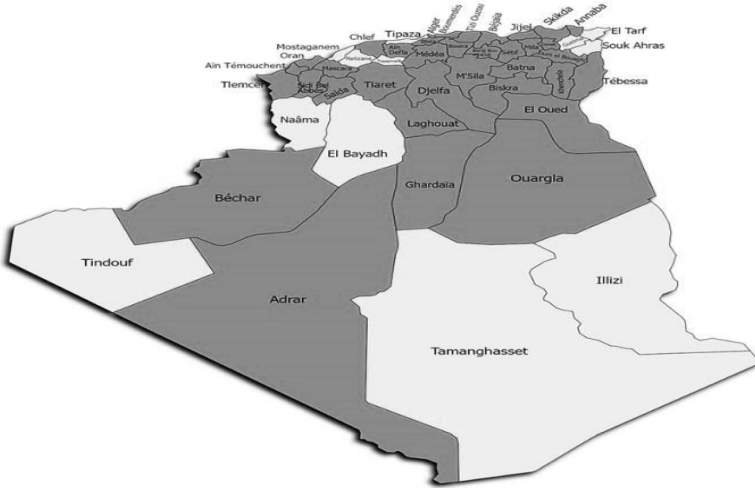
Son sous-sol est riche en matières importantes et variées qui contribuent à renforcer la capacité de l'économie nationale, par les matières premières qu'il assure pour la transformation et l'industrie. Les ressources minérales les plus importantes se concentrent dans la

région de production de fer en Algérie, dans la mine de Ghar Djebilet qui se situe dans la région de Tindouf, qui est facile à exploiter et d'une qualité supérieure. Les autres grands gisements se situent près de la frontière tunisienne à EL Ouenza, qui produit 80% de l'ensemble de l'exportation et de la fabrication totale. En plus de l'or, de l'uranium dans la région du Hoggar, du cuivre, du zinc, de plomb et de phosphate dans différentes régions, notamment Annaba, Tlemcen et Skikda dans les mines de Kouif, de Djebel Onk, sur la frontière tunisienne, de mercure à Azzaba, qui est la plus grande d'Afrique. Les autres principaux gisements contiennent de nombreux métaux, y compris le phosphate, le zinc, le plomb, le mercure et les carrières de pierres.

Malgré l'importance des ressources de l'Algérie en richesses minières, le secteur minier contribue très peu au PIB annuellement. Ceci a poussé le gouvernement à adopter la Stratégie Nationale pour le Développement et la Valorisation des Ressources Minières pour faire face aux difficultés financières, auxquelles est confronté le Trésor Public suite à la crise économique traversée par l'Algérie depuis 2014, en raison de la chute des prix du pétrole sur les marchés mondiaux exacerbée par les incidences négatives de la pandémie du Coronavirus. Parmi les objectifs de cette stratégie : la valorisation des ressources minérales pour la création de la richesse, l'intensification des programmes de recherche scientifique, afin de découvrir de nouvelles ressources minérales, l'élargissement de la base minière du pays et son adaptation en fonction des capacités minières. (Par le ministère de l'Énergie et des Mines)

4.2-Répartition des zones industrielles sur le territoire national

Figure 2. Répartition des zones industrielles sur le territoire algérien 2021



Source : Divindus 2021 : entreprise de gestion des zones industrielles et zones d'activités en Algérie

Les zones industrielles sont une locomotive du développement économique et revêtent une grande importance dans le développement des petites et moyennes entreprises, dans la création d'un climat propice à la stabilité de l'industrie, l'attrait de l'investissement dans le secteur industriel, la promotion des industries de base, la réduction du chômage et la création d'emplois, ainsi que la réduction de la pollution dans les villes, en fonction des déterminants universellement permit.

De la carte ci-dessus, il devient évident que les zones industrielles de l'Algérie couvrent la plupart des wilayas du pays, ou elles sont réparties sur 33 wilayas.

Leur nombre est d'environ 56 zones industrielles et 62 zones d'activités, gérées par une entreprise publique économique, SPA appartenant au complexe industriel local sous l'égide du ministère de l'Industrie. Cette entreprise industrielle compte plusieurs unités régionales.

- La direction régionale « centre » gère 13 unités de gestion

- La direction régionale « Est » gère 10 unités de gestion
- La direction régionale « Ouest » gère 06 unités de gestion
- La direction régionale « Sud » gère 06 unités de gestion

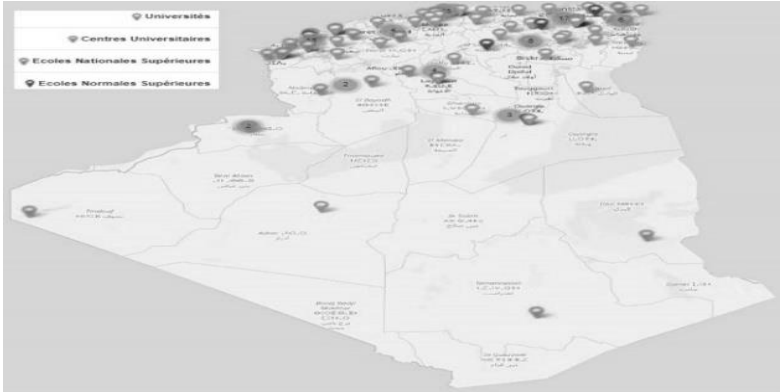
En outre, il est prévu la réalisation de six nouvelles zones industrielles, dans lesquelles les travaux ont déjà été entamés et qui sont respectivement : Kseur à Bejaia, Ksar El Boukhari à Medea, Arbaatache à Boumerdes, Oued Nechou à Ghardaïa, Ouled Ben Damou à Tlemcen et Sidi Bel Abbès à Sidi Bel Abbès.

Par ailleurs, depuis 2019, des travaux de réalisation et d'aménagement de zones industrielles ont été lancés dans les Wilayas de Naama, d'El Bayadh, de Mostaganem, et de Tissemsilt.

Parmi les objectifs assignés à travers la politique d'aménagement du territoire figurent l'atteinte de l'équilibre entre les différentes régions du pays, en termes de développement économique consistant en la répartition de l'industrie dans les différentes régions du pays, en créant des zones industrielles équipées et aménagées, de manière à attirer les investisseurs dans les zones à développer, cesser de créer de zones industrielles sur les régions côtières, et créer une complémentarité entre les populations des régions marginales des villes et le système industriel productif. Cependant, on trouve que la région de Tamanrasset offre d'importantes possibilités d'investissement inexploitées dans les secteurs miniers et touristiques, ainsi que des possibilités d'exportation vers les pays voisins comme le Niger et le Mali en plus des échanges commerciaux avec eux. De plus, à ce jour, le secteur minier n'a pas reçu suffisamment d'attention de la part des investisseurs de cette wilaya, en vue d'augmenter sa contribution dans le produit intérieur malgré son importance, à la lumière des matières premières et des minéraux prometteurs que Tamanrasset recèle. Et bien que riche, cette région ne possède aucune zone industrielle, cela peut-être être justifié par les effets catastrophiques des essais nucléaires français dans le nord de la wilaya, qui continuent à causer de graves menaces sur les êtres humains et l'environnement. Quoi qu'il en soit, la richesse de la région et ce qu'elle peut ajouter à l'économie nationale ne peuvent être ignorés.

3.4-Répartition des universités sur le territoire national

Figure 3. Répartition des universités sur le territoire national



Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (année 2021)

Selon la carte présentée ci-dessus, il ressort que l'Algérie compte 109 établissements d'enseignement supérieur répartis sur le territoire national, où l'on trouve 54 universités, 09 centres universitaires, 11 écoles normales supérieures, et 35 écoles supérieures. Alors que le nombre de laboratoires de recherche scientifique a atteint 1471, répartis sur toutes les universités du pays.

Le nombre de professeurs de l'enseignement supérieur est de 61 277, répartis comme suit selon leurs grades :

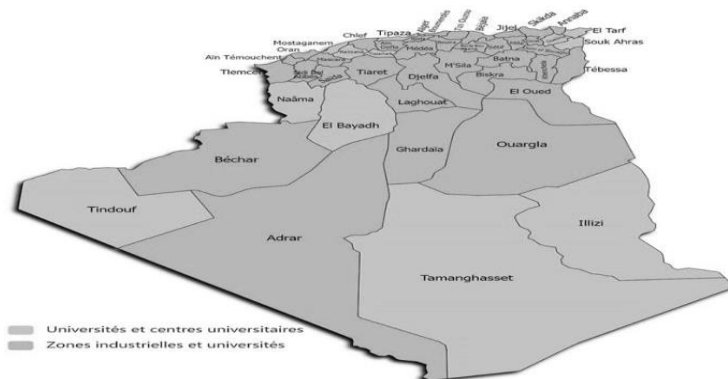
Tableau 1. Encadrement pédagogique : effectif des enseignants universitaires

Grade	Effectif	Part
Professeur Universitaire	7 835	12,8 %
Professeur Hospitalo-Universitaire	1 018	1,66 %
Maître de Conférences Classe A	11 817	19,3 %
Maître de Conférences Hospitalo-Universitaire Classe A	744	1,21 %
Maître de Conférences Classe B	15 039	24,5 %
Maître de Conférences Hospitalo-Universitaire Classe B	133	0,21 %
Maître Assistant Classe A	17 682	28,82 %
Maître Assistant Hospitalo-Universitaire Classe A	2 719	4,5 %
Maître Assistant Classe B	4 290	7 %
Total	61 277	100%

Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (année 2021)

5-TERRITOIRE, UNIVERSITÉ, INDUSTRIE : UNE DYNAMIQUE EN CONSTRUCTION

Figure 4. Synergie université et zones industrielles



Source : élaborée par les auteurs

Sur la base de l'exposé des différentes cartes qui comportent la répartition des ressources naturelles en Algérie, les zones industrielles, les différentes industries, ainsi que la répartition des établissements d'enseignement supérieur au niveau national. Il a été signalé que l'Algérie est riche en ressources économiques et naturelles qui pourraient la mettre dans la liste des pays les plus riches du monde. De la carte ci-dessus, il s'avère que le territoire dans lequel se trouvent les zones industrielles est le même que celui dans lequel se localisent les universités. Les universités algériennes couvrent tout le territoire national, et c'est ce qui distingue chaque territoire. Selon la carte, 46 des 58 territoires abritent des universités et des zones industrielles, alors que les 12 autres territoires restants sont dépourvus de zones industrielles ou en cours de réalisation.

Le Territoire est un ensemble géographique dans lequel les activités sociales et économiques de la population sont réunies autour d'un point focal économique et administratif (Paquot, 2011). La présence d'université et d'entreprises industrielles dans le même territoire renforce, ainsi, la coopération entre les deux parties à travers la gestion des projets de recherche communs, qui répondent aux

spécificités du territoire. De son côté, L'université contribue au développement de chaque territoire auquel appartient celle-ci géographiquement, étant un propulseur économique clé pour le territoire et une source d'emploi, augmentant ainsi le volume de l'emploi à petite échelle. Elle contribue à l'émergence de services et de trafic sur les axes menant à l'université à savoir : les bibliothèques, les restaurants et le transport.

En outre, l'université a une influence sur la reformulation des programmes de logement dans le territoire, tels que les résidences universitaires pour les étudiants et les logements de fonction pour le personnel enseignant. Elle affecte également les aspects sociaux et psychologiques de l'étudiant, en réduisant le taux d'internat et les charges financières de l'étudiant lorsque les universités sont établies dans son territoire

L'importance de cette coopération a fait que de nombreuses entreprises algériennes, à l'image de l'Université de Bachir El Ibrahimy de Bordj Bou Arreridj, ont signé des conventions de coopération avec des entreprises économiques et des institutions administratives, pour renforcer les missions de surveillance, de formation et d'emploi des extrants universitaires. Ces conventions conclues avec les wilayas, les administrations et les entreprises publiques et privées permettront aux étudiants de profiter de leurs stages pratiques et de mettre en application leurs thèses. En plus d'avoir l'opportunité d'occuper un poste au sein de ces mêmes entreprises¹. C'est ici que l'importance du partenariat et de la coopération dans le développement économique est démontrée, surtout si les compétences, les ressources et le potentiel du territoire en question sont valorisés, par la définition d'un concept idéal de projets de recherche, de sources de financement et la mobilisation de compétences humaines locales capable de créer une base industrielle, qui peut apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale, par la restructuration du système de recherche et d'enseignement au niveau géographique, à savoir l'établissement de

¹ <https://www.liberte-algerie.com/actualite/plusieurs-conventions-signees-avec-des-entreprises-economiques-373035>

réseaux institutionnels et universitaires, en vue de commercialiser les connaissances et transférer les technologies (Kitagawa, 2005).

Par ailleurs, le Groupe Sonatrach a signé 57 accords de partenariat avec des établissements universitaires algériennes (universités du centre) en 2021. Selon un communiqué rendu public par le groupe, la signature de ces accords s'inscrit dans la stratégie de Sonatrach visant à soutenir les établissements universitaires nationaux, et à promouvoir toutes les recherches scientifiques et technologiques universitaires à valeur ajoutée pour l'industrie pétrolière.²

D'autres accords ont été signés entre les écoles supérieures et les entreprises économiques comme le souligne l'un des professeurs de l'école des Hautes Études Commerciales (EHEC): *"oui, on a collaboré avec des entreprises pour des recherches appliquées avec le groupe Sim (Blida), les laboratoires Venus..., et on a des étudiants qui effectuent leurs stages pratiques au niveau des entreprises à Blida, Alger, Oran, Bejaia, Annaba, Constantine, Tlemcen »*

On note que les territoires mentionnés par notre interlocuteur sont parmi les territoires clés de l'industrie en Algérie, pour y abriter de nombreuses entreprises industrielles.

En outre, Le Plan de Panification National pour le Développement du Territoire est l'un des principaux défis de développement œuvrant à l'élaboration du plan de développement stratégique à l'échelle nationale. Il traduit les perspectives de la stratégie politique nationale pour l'aménagement du territoire et le développement durable, visant à l'intégration de tous les secteurs dans la politique de développement du pays, et l'orientation de tous les projets d'investissement vers les régions qualifiées. Le plan-cadre vise également, l'enseignement supérieur et apporter de réponses aux problèmes de l'université algérienne.³

Aujourd'hui l'université est au cœur de l'économie de la connaissance, elle est de plus en plus vue comme l'un des principaux

²<https://www.echoroukonline.com/%D8%B3%D9%88%D9%86%D8%A7%D8%B7%D8%A7%D9%85%D8%B9%D8%A9>.

³ SNAT 2030. 24. 13 dhou el kaada 143121 octobre 2010. Journal officiel de la république algérienne n. °. 61. 28. 3.2 le développement du territoire.

moteurs de développement industriel et technologique, et l'un des piliers de la politique de développement régional. Elle est considérée comme un acteur régional à l'instar des entreprises économiques qui garantissent la cohésion spatiale et sociale. Toutefois, et en dépit de l'importance de l'université dans le développement du territoire en termes de recherches qui répondent aux besoins et attentes des entreprises industrielles, et malgré son rôle dans l'accroissement et la diversification des missions de recherche et de formation, ainsi que l'innovation, nous avons constaté une faible collaboration entre ces entreprises et les universités, malgré l'existence d'accords de partenariat, d'autant plus que la mise en œuvre des accords se heurte à un certain nombre d'obstacles que les industriels et les employeurs considèrent comme empêchant la collaboration entre eux et les universités. Selon certains industriels, l'université est préoccupée par l'enseignement, et n'affiche pas d'intérêt pour les recherches pratiques qui vise à aborder les problèmes de production locale. Par ailleurs le problème d'inadéquation des programmes d'enseignement et de formation avec la réalité des secteurs productifs et les problèmes et contraintes auxquels ils sont confrontés. Pour ses industriels l'université se limite à l'enseignement théorique sans donner d'importance pour le côté pratique. De même qu'ils mettent en relief la dimension généraliste des spécialités académiques de l'université et l'absence de disciplines exactes dans les facultés, ce qui empêche l'industrie d'en bénéficier et réduit les chances de profondeur nécessaire pour satisfaire les besoins de recherche industrielle, sans parler de la difficulté de développer en permanence des programmes et des matières correspondant aux besoins de l'industrie, la non implication des industriels pour valoir leur points de vues, qui peuvent servir lors de la conception ou de la modification de ces programmes, et ce que souligne l'un des cadres supérieurs d'une entreprise économique : « Dans la plupart des universités, les programmes d'études ne sont pas interreliés et parfois contradictoires, et ne permettent souvent pas aux étudiants de penser de façon scientifique ou créative. Ils ne leur permettent pas de faire face aux défis et aux variables mondiaux car tous les cours et même les recherches effectuées à l'université sont théoriques »

Un autre cadre dans une entreprise productive ajoute : *« on trouve que la coopération avec les universités est fondamentale, d'autant plus que nous avons des compétences nationales dans tous les domaines. Nous collaborons avec les universités, surtout dans la formation des étudiants, en proposant des sujets de recherche qui servent l'intérêt de l'entreprise et permettent à l'étudiant d'avoir de l'expérience. Seulement le temps n'est pas à notre côté. Nous voulons des solutions instantanées. Lorsque nous faisons appel à un étudiant et aux laboratoires de l'université, leurs recherches prennent beaucoup de temps, parfois en raison du manque d'expérience, et parfois à cause du décalage entre les connaissances acquises par l'étudiant dans son cursus et la réalité de l'entreprise »*. Un autre répondant, qui est le fondateur d'une entreprise de recherche marketing, déclare : *« la conduite de recherche fondamentale et appliquées par les chercheurs à l'université nécessite des périodes allant de 3 à 5 ans. Ensuite, ils ont besoin de temps pour transférer leurs résultats aux entreprises productives pour les mettre en application. Ceci n'est pas très bénéfique pour l'entreprise qui finance la recherche, qui attend des résultats immédiats afin de faire face à ses problèmes. »*

La relation entre les universités et les entreprises économiques en Algérie est marquée par la méfiance, ce qui conduit les industriels à importer la technologie de l'étranger. Nous avons constaté que certaines entreprises font appel à des experts, des scientifiques et des professeurs en dehors du territoire et même de l'extérieur du pays, pour examiner les projets de planification ou pour élaborer des visions sur certains projets, mettant à l'écart les scientifiques et les experts universitaires sur leur propre territoire. Cela pourrait révéler l'ampleur de l'écart entre les entreprises industrielles et les universités régionales, en matière de manque de coopération, de coordination et de participation visant à servir les affaires locales qui ont désespérément besoin de visions d'experts des universités de ces territoires, surtout que le nombre de professeurs de l'enseignement supérieur est de 61 277, Alors que le nombre de laboratoires de recherche scientifique a atteint 1471, répartis sur toutes les universités du pays. (MERS, 2021)

Nous avons observé aussi que la relation entre l'université algérienne et les entreprises industrielles prend une autre forme, comme la participation des professeurs à des programmes de recherche tels que : les Programmes nationaux de recherche (PNR) et les Projets de Recherche Formation-Universitaire (PRFU)

Le manque de financement et de ressources constitue un obstacle à la coopération d'autant que les entreprises économiques ne sont pas prêtes à risquer de financer des programmes de recherche et développement, dont les résultats ne sont pas garantis. En plus de la variable du temps, eu égard à l'intérêt particulier accordé par les entreprises productives pour les études et les recherches à court terme qui représentent, soit une solution rapide aux problèmes technologiques, soit une simple modification de la technique utilisée, et ne portent guère d'intérêt pour les recherches à long terme, qui donnent naissance à des nouveaux brevets, inventions et innovations scientifiques, pouvant être exploitées dans les domaines industriels et productifs.

Les entreprises désignent les différences culturelles comme étant des obstacles à une telle coopération avec l'université, car elles ont des missions et des traditions différentes. Nous pouvons observer d'une part que certains industriels se concentrent exclusivement sur la rentabilité et les profits par l'augmentations des ventes des biens et des services aux clients ; et d'autre part, l'université dont les objectifs classiques sont l'enseignement et la production des nouvelles connaissances.

Les entreprises sont habituellement axées sur la rapidité d'accès aux brevets et aux nouveaux produits innovants, et souhaitent retarder leur publication pour éviter la divulgation d'information. Tandis que les chercheurs académiques sont généralement intéressés à publier les résultats de leurs recherches le plus rapidement possible, ce que le constate un des industriels: *"Il y a un décalage inhérent dans les tendances liées à la recherche aux entreprises et universités, avec une importance démesurée pour les résultats commerciaux dans les entreprises et sur la recherche fondamentale dans les universités. La coopération est coûteuse et les rendements ne sont atteints qu'à moyen et long terme, alors*

que les entreprises recherchent des résultats à court terme et des contributions claires aux affaires commerciales actuelles.”

Nous avons conclu que le principal problème dans la faiblesse de cette relation, en dépit des différentes conventions signées dans différentes disciplines, est : le manque de communication et de confiance entre l'université et les entreprises industrielles. L'absence de mécanismes de communication structurée et l'absence d'une stratégie de commercialisation de la recherche scientifique dans les universités. La plupart des universités n'ont pas de plan clair pour commercialiser les résultats de leurs recherches scientifiques auprès de bénéficiaires potentiels.

Vu ce qui précède, nous parvenons à comprendre la nature de la relation entre l'université algérienne et les entreprises industrielles, bien que faible, elle existe, et les deux parties cherchent à l'améliorer.

La nature et la forme de cette relation sont:

- Les stages pratiques des étudiants dans les entreprises industrielles.
- Les événements scientifiques, où les deux parties s'invitent à y prendre part.
- Les visites d'étudiants aux entreprises industrielles.

Bien que la relation soit faible voire quasi- absente, les deux parties essaient de se rencontrer et de surmonter les difficultés empêchant sa réalisation. Par ailleurs, Nous avons essayé d'aborder le rôle du territoire dans le partenariat entre l'Université et l'entreprise industrielle, dans lequel nos interviewés ont insisté sur l'importance des caractéristiques du territoire dans le renforcement de cette coopération. Nous avons constaté, toutefois, que les universités n'avaient pas de partenariat avec le territoire dans lequel elles se trouvaient, et ont fait part de leur volonté d'établir une relation directe avec les entreprises du territoire, qu'elles soient productives et de service, que la coopération ne se limite aux formations des étudiants, et que le partenariat soit étendu à d'autres domaines. De ce fait, nous avons conclu que le manque de coopération avec le territoire n'était

pas uniquement dû à des raisons géographiques, mais plutôt à des problèmes cognitifs, sociaux, culturels et institutionnels

CONCLUSION

Par ce travail, nous avons essayé de mettre en évidence l'importance du territoire dans la consolidation des relations entre l'université et son environnement économique, étant donné que l'Algérie est un vaste pays de formations géologiques diverses, riches en ressources minérales, à travers l'exploitation de tout cela et en profitant de la proximité géographique, technologique et organisationnelle pour atteindre ses objectifs.

Comme déjà expliqué, notre travail est une matière à réflexion sur cette relation, et son importance pour la relance de la croissance. De nombreuses études soulignent l'importance de ce partenariat entre le secteur économique et universitaire, alors que peu d'intérêt est accordé au renforcement de la relation de l'université avec son environnement territorial. Surtout si l'on tient compte des résultats de notre recherche éducative sur l'étudiant algérien qui cherche à mener une formation de fin d'études, à proximité du lieu de son campus, c'est-à-dire dans le même territoire, ceci est d'autant plus important, qu'il permet à l'université de s'intégrer dans son tissu social et économique.

Bien qu'il existe une nette différence de culture et de tradition entre l'université et le secteur industriel, il est désormais clair qu'un mécanisme approprié doit être mis en place, pour atteindre un haut degré d'interaction, pour une coopération plus large et plus étroite entre eux. Malgré les obstacles à la réalisation de cette relation, dont certains sont cités dans nos analyses, les industriels reconnaissent le rôle important que joue l'université dans la recherche et l'innovation et son impact sur l'environnement local.

La dimension territoriale permet non seulement de rapprocher l'université des entreprises industrielles, elle influe également sur la structuration de l'espace économique.

Le territoire dont nous parlons ne signifie pas seulement la proximité géographique, mais aussi la proximité physique, technologique, culturelle et relationnelle de l'université et de

l'entreprise, car en dépit des richesses et des industries, dont le territoire est doté, L'université ou l'entreprise trouveront des obstacles à la réalisation du partenariat, si elles n'ont pas de relations, ou n'arrivent pas à comprendre la culture dominante dans le territoire. C'est pourquoi, la proximité géographique à elle seule ne suffirait pas pour réaliser ce partenariat.

Cette réflexion nous amène à ouvrir une nouvelle voie de recherche sur ce sujet. Nous ne nous arrêterons pas là. Nous continuerons à analyser le sujet dans d'autres études, pour montrer que cette relation n'est pas seulement régie par la proximité physique, mais aussi par la proximité relationnelle entre les individus. Cela explique la faible relation entre l'université algérienne et son environnement économique, malgré la richesse de son territoire, comme le souligne Claude Raffestin :

« *Le paradigme de la territorialité renverse l'ordre habituel de la géographie puisque le point de départ n'est pas l'espace, mais les instruments et les codes des acteurs qui ont laissé des traces et des indices dans le territoire (...) La « clé du déchiffrement » n'est pas dans la réalité matérielle qu'est l'espace, mais dans la sémiosphère que le groupe humain mobilise pour transformer cette réalité matérielle* » (Raffestin, 1986).

Notre contribution nous a permis de découvrir quelques aspects minimes de cette relation mais par contre elle nous a indiqué quelques pistes de recherche pour l'avenir pour aller plus en profondeur dans l'analyse de ce partenariat.

Références bibliographiques

Agulhon C., (2007). « La professionnalisation à l'université, une réponse à la demande sociale? » *Recherche ET Formation*, (54), 11-27.

Barczyk S., (2000). "Understanding Complex System of Partnership": *The 6th International Conference of Public and Private Sector Partnership; the Enabling Mix*, Sheffield University Press, U.K, p105-119.

Benharkat I., (2008). « Le système éducatif Algérien ». *Les cahiers du LAPSI*, 5(1), 21-36.

- Berrouche Z., (2009).** « Mise en place du LMD en Algérie : entre nécessité et résistances ». *La mondialisation étudiante: le Maghreb entre nord et sud*, 161.
- Bouزيد N., Berrouche Z., & Berkane Y., (2013).** "L'enseignement supérieur en Algérie : évolution et perspectives ». Institut de recherche pour l'enseignement supérieur de l'Université d'Hiroshima, p103.
- Colin L., (2000).** « Employment Through Partnerships: The Case of The New Deal for Young People", In L, Moutanheiro et al, *The 6th International Conference of Public and Private Sector Partnership; the Enabling Mix*, Sheffield University Press, U.K, p365-375
- Daoud S., (2003).** « Partenariats Université-Industrie en Algérie : enjeux et exigences ». *Insaniyat/إنسانيات. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, (22), 159-171.
- Ghallamallah M., (2006).** « L'université algérienne: genèse des contraintes structurelles, conditions pour une mise à niveau ». *Les Cahiers du Cread*, (77), 31-52.
- Gust-Bardon N I., (2012).** "The role of geographical proximity in innovation: Do regional and local levels really matter?" (No. R4/2012). Arbeitspapiere Unternehmen und Region
- Kitagawa F., (2005).** « Universités entrepreneuriales et développement régional ». *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, (3), 69-97.
- Liddle J., Mark Overton M., (1999).** "Partnerships: Participation and Power: Evaluating Inter- Authority Environmental Health Partnerships in the North East of England", *The Air Quality Management Initiative*, In(eds) L, Montanheiro et al, *The 5th International Conference of Public and Private Sector Partnership; Furthering Development*, Sheffield University Press, U.k.
- Word M., & Don W., (1982).** Research Gaps in Allian- Ce Dynamics, Monograph Series In *World Affaira*, Vol.19 Book 1, (new York; Colorado Semiary).
- Paquette G., (2003).** « Le partenariat de recherche université/entreprise ». *Distances et savoirs*, 1(2), 277-288.
- Paquot T., (2011).** « Qu'est-ce qu'un « territoire » ? » *Vie sociale*, 2, 23-32.

Pitre C., Patterson P., & Price P., (2017). “Developing civic-minded teacher leaders through service-learning school partnerships”. *The Professional Educator*,41(1), PP.1-18.

Raffestin C., (1986). « Territorialité: concept ou paradigme de la géographie sociale? » *Geographica Helvetica*, 2, 91–96.

Réda Ghomari A., & Meabiou T., (2013) « E-Management du Processus », *Gestion des Stages en Entreprise*.

Smith H L., (2007). “Universities, innovation, and territorial development: a review of the evidence”. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 25(1), 98-114.

SNAT 2030. 24. 13 dhou el kaada 143121 octobre (2010). *Journal officiel de la république algérienne*, n°. 61. 28. 3.2 Le développement du territoire.

St-Pierre M., & Hanel P., (2005). « La collaboration entre les universités et les entreprises du secteur manufacturier canadien ». *Cahiers de recherche sociologique*, (40), 69-109

<https://www.echoroukonline.com/%D8%> .

<https://www.liberte-algerie.com/actualite/plusieurs-conventions-signees-avec-des-entreprises-economiques-373035>

Ministère de l’enseignement supérieur et la recherche scientifique.

Ministère de l’industrie.

Ministère de l’énergie et des mines.

Divindus ZI Algérie.